



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 17 SEPTEMBRE 2021**

L'an deux mille vingt et un, le dix sept septembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TANGUY Anne, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

GODET Nathalie

Excusés

LE GALL Jean-Noël (pouvoir à LEON Jean-Jacques)
TRMAL Marie-France (pouvoir à BONIZ Jean-Jacques)
BLANDIN Lénéaïc (pouvoir à CORNEC Elodie)
BODENEZ Guillaume (pouvoir à MEVEL Stéphanie)
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)
LENUE Françoise (pouvoir à POUPON Julien)
BODILIS Jean-François (pouvoir à LETEURE Tiphaine)
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à KERLAN Frédéric)
YVINEC Odile (pouvoir à TANGUY Anne)

Absents

HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline

Conseil de Communauté du 17 septembre 2021
Délibération n°DCC2021_145

Objet	Mise à jour du RIFSEEP (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel)
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Ressources Humaines
Thème	Ressources humaines

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

En 2015, la disposition suivante a été intégrée au régime indemnitaire de la Communauté :

Titre IV : absentéisme

Maladie ordinaire

« Afin de limiter l'absentéisme court et répété et la durée des arrêts pour maladie ordinaire, les primes sont supprimées à compter du 1^{er} jour d'arrêt jusqu'au 30^e jour d'absence consécutifs. A partir du 31^{ème} jour d'arrêt les primes suivent le sort du traitement ».

Suite à cette mesure, le nombre d'arrêts de courte durée pour maladie ordinaire a baissé de moitié en 3 ans (31 arrêts en 2015, 16 en 2018). En 2020, le nombre d'arrêts pour maladie ordinaire a atteint un chiffre exceptionnellement bas en raison du contexte sanitaire, notamment les périodes de confinement.

Au vu du faible taux d'absentéisme à la Communauté, il est proposé de supprimer cette disposition. De ce fait, en cas de maladie ordinaire, comme toutes autres absences, les primes suivront le sort du traitement dès le 1^{er} jour d'arrêt.

A l'issue d'une période deux ans, une évaluation de l'impact de la suppression de ce dispositif sera menée. En fonction des résultats de cette évaluation, la suppression des primes du 1^{er} jour d'arrêt jusqu'au 30^e jour d'absence consécutifs pourrait être réinstaurée.

Les autres dispositions du régime indemnitaire de la Communauté modifié par délibération du 11 décembre 2020 demeurent inchangées.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 88

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991, modifié, pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 modifiant le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

Vu l'avis du comité technique du 15 septembre 2021,

Vu l'avis favorable de la Commission Ressources du 3 septembre 2021

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 24 août 2021

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : adopte la mise à jour du régime indemnitaire,

Article 2 : demande à ce que soit effectuée une évaluation de cette mesure dans un délai de deux années suite à la mise en œuvre de cette disposition.